

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

NOVEMBRE
2017

PRINCIPALES TENDANCES

A fin novembre 2017 et en comparaison avec la même période de 2016, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître les principales évolutions ci-après :

Au niveau des recettes

Une augmentation des recettes ordinaires de 4,5% provenant de :

- 1- la hausse des recettes douanières de 4,2% : droits de douane (-6,8%), TVA à l'importation (+7,4%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+3,7%) ;
- 2- l'augmentation de la TIC sur les tabacs manufacturés (+5,3%) et des autres TIC (+9,2%);
- 3- la hausse de 6% de la fiscalité domestique : IS (+13,6%), IR (+2,4%), TVA à l'intérieur (+6,5%), droits d'enregistrement et timbre (-2,7%) et majorations de retard (-5,3%).

Les recettes de la TVA à l'intérieur ont augmenté de 6,5% ou +1,2 MMDH, sachant qu'à fin novembre 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 5,4% par rapport à son niveau à fin novembre 2015 ou -1 MMDH (17,7 MMDH contre 18,7 MMDH). Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 6.309 MDH à fin novembre 2017 contre 7.244 MDH à fin novembre 2016.

- 4- la baisse des recettes non fiscales de 3,6% en raison notamment de la diminution de 65,2% des recettes en atténuation de dépenses de la dette (654 MDH contre 1,9 MMDH), de 2,8% des recettes de monopoles (7,2 MMDH contre 7,4 MMDH) et de la réalisation en 2016 d'une recette de privatisation de 570 MDH, conjuguée à la hausse de 12,5% des fonds de concours (1,1 MMDH contre 936 MDH). Les versements par les comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général ont été de 5,7 MMDH contre 4,1 MMDH.

Au niveau des dépenses

- un taux d'engagement global des dépenses de 77% et un taux d'émission sur engagements de 88%, contre respectivement 75% et 88% un an auparavant ;
- des dépenses ordinaires émises en hausse de 1,3%, en raison de l'augmentation de 23,2% des émissions de la compensation et de 0,2% des dépenses de biens et services, due à la baisse de 0,6% des dépenses de personnel et à la hausse de 1,5% des autres dépenses de biens et services, conjuguée à la baisse de 0,5% des charges en intérêts de la dette ;
- des dépenses d'investissement émises en augmentation de 3,3%, passant de 52 MMDH à fin novembre 2016 à 53,7 MMDH à fin novembre 2017, en raison de la hausse de 5,8% des dépenses des ministères et de la diminution de 1,1% des charges communes.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire positif de 9,4 MMDH contre un solde positif de 3,3 MMDH un an auparavant ;
- un déficit du Trésor de 30,6 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 13,7 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 38,6 MMDH à fin novembre 2016 compte tenu d'un solde positif de 10,1 MMDH dégagé par les CST et les SEGMA.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 8,1 MMDH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe contre 4,5 MMDH à fin novembre 2016.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités territoriales) En millions de dirhams

	Novembre 2016	LF 2017	Novembre 2017	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES⁽¹⁾	187 470	215 256	195 962	91%	4,5%
1.1- Recettes fiscales :	168 400	200 964	177 581	88%	5,5%
Impôts directs	72 671	89 382	78 284	88%	7,7%
Impôts indirects	72 309	84 603	76 847	91%	6,3%
Droits de douane	8 337	8 920	7 769	87%	-6,8%
Droits d'enregistrement et de timbre	15 083	18 059	14 682	81%	-2,7%
1.2- Recettes non fiscales :	19 070	14 292	18 381	129%	-3,6%
Monopole et participations	7 439	9 067	7 227	80%	-2,8%
Privatisation	570	0	0		
Domaine	295	355	321	90%	8,8%
Autres recettes ⁽²⁾	10 766	4 870	10 833	222%	0,6%
2- DEPENSES ORDINAIRES⁽³⁾	184 186	209 949	186 533	89%	1,3%
2.1- Biens et services :	148 854	167 825	149 142	89%	0,2%
Personnel	96 081	106 701	95 552	90%	-0,6%
Autres biens et services ⁽¹⁾	52 773	61 124	53 590	88%	1,5%
2.2- Intérêts de la dette :	25 877	27 474	25 745	94%	-0,5%
Intérieure	22 977	23 764	22 824	96%	-0,7%
Extérieure	2 900	3 710	2 921	79%	0,7%
2.3- Compensation⁽¹⁾	9 455	14 650	11 646	79%	23,2%
3- SOLDE ORDINAIRE	3 284	5 307	9 429		
4- INVESTISSEMENT^{(1) (3)}	52 036	63 572	53 737	85%	3,3%
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	9 154	7 199	12 734		
6- SOLDE DES SEGMA	984	0	979		
7- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL⁽⁴⁾	-38 614	-51 066	-30 595		
8- VARIATION DES INSTANCES	-1 285	0	-7 082		
9- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-39 899	-51 066	-37 677		
10- FINANCEMENT INTERIEUR :	37 879	36 795	34 739		
Dont :					
Adjudications	16 517		22 353		
Dépôts au Trésor	5 289		5 767		
Compte courant à BAM	102		352		
11- FINANCEMENT EXTERIEUR :	2 020	14 271	2 938		
Tirages et dons	9 467	24 764	16 006		
Amortissement	-7 447	-10 493	-13 068		

(1) les opérations des CST et des SEGMA ont été regroupées au niveau des lignes « solde des CST » et « solde des SEGMA ». Depuis 2004, les recettes et les dépenses de certains CST figuraient dans des lignes séparées et les opérations des SEGMA étaient traitées en solde au niveau de la rubrique « autres biens et services » et de l'investissement

(2) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses, de la redevance gazoduc et des recettes diverses des différents ministères

(3) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi organique relative à la loi de finances)

(4) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2017.

RECETTES ORDINAIRES

	Novembre 2016	LF 2017	Novembre 2017	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES	168 400	200 964	177 581	88%	5,5%
IMPÔTS DIRECTS	72 671	89 382	78 284	88%	7,7%
<i>Taxe Professionnelle</i>	315	332	328	99%	4,1%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	35 622	45 555	40 482	89%	13,6%
<i>Impôt sur le Revenu</i>	34 970	40 855	35 801	88%	2,4%
<i>Taxe d'Habitation</i>	31	48	32	67%	3,2%
<i>Majorations de retard</i>	1 722	2 544	1 630	64%	-5,3%
<i>Autres⁽¹⁾</i>	11	48	11	23%	0,0%
DROITS DE DOUANE	8 337	8 920	7 769	87%	-6,8%
IMPÔTS INDIRECTS	72 309	84 603	76 847	91%	6,3%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION :	23 967	26 610	25 068	94%	4,6%
<i>Tabacs manufacturés</i>	8 633	9 151	9 087	99%	5,3%
<i>Produits énergétiques</i>	13 905	15 914	14 420	91%	3,7%
<i>Autres</i>	1 429	1 545	1 561	101%	9,2%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	48 342	57 993	51 779	89%	7,1%
<i>à l'intérieur</i>	17 686	22 655	18 843	83%	6,5%
<i>à l'importation</i>	30 656	35 338	32 936	93%	7,4%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	15 083	18 059	14 682	81%	-2,7%
RECETTES NON FISCALES	19 070	14 292	18 381	129%	-3,6%
<i>Domaine</i>	295	355	321	90%	8,8%
<i>Monopoles et participations</i>	7 439	9 067	7 227	80%	-2,8%
<i>Privatisation</i>	570	0	0		
<i>Fonds de concours</i>	936	0	1 053		12,5%
<i>Recettes en atténuation de dépenses de la dette</i>	1 879	1 076	654	61%	-65,2%
<i>Redevance gazoduc</i>	897	1 300	972	75%	8,4%
<i>Recettes diverses⁽²⁾</i>	7 054	2 494	8 154	327%	15,6%
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	187 470	215 256	195 962	91%	4,5%

(1) les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons

(2) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancelleries, etc... A partir de 2016, les recettes diverses tiennent compte des versements de certains CST au budget général, en application des dispositions de la loi organique relative à la loi de finances qui interdit les versements entre SEGMA et entre SEGMA et CST (article 22), entre CST et entre CST et SEGMA (article 27). Des versements peuvent être effectués au profit du budget général à partir des SEGMA et des CST (articles 22 et 27).

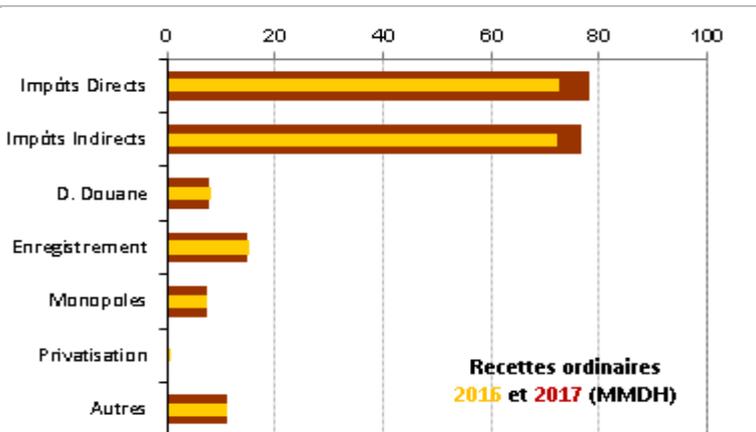
La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin novembre 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 4,5% et des dépenses ordinaires émises de 1,3%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 9,4 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 37,7 MMDH et d'un flux net positif du financement extérieur de 2,9 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 34,7 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires se sont établies à 196 MMDH contre 187,5 MMDH à fin novembre 2016, en augmentation de 4,5%.

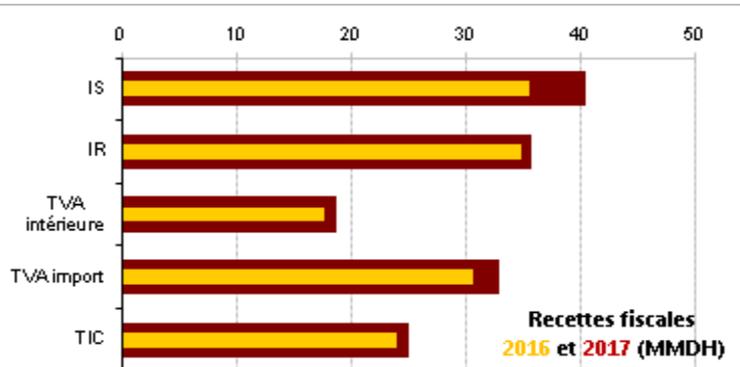
Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 7,7%, des impôts indirects de 6,3%, conjuguée à la diminution des droits de douane de 6,8%, des droits d'enregistrement et de timbre de 2,7% et des recettes non fiscales de 3,6%.



1.1- RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales ont été de 177,6 MMDH contre 168,4 MMDH à fin novembre 2016, en augmentation de 5,5%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 4,2% et de la fiscalité domestique de 6%.



1.1.1-RECETTES DOUANIERES

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 55,1 MMDH à fin novembre 2017 contre 52,9 MMDH un an auparavant, en hausse de 4,2% ou +2,2 MMDH par rapport à leur niveau à fin novembre 2016.

- Droits de douane

Les recettes des droits de douane réalisées à fin novembre 2017 ont atteint 7,8 MMDH contre 8,3 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 6,8% ou -568 MDH.

- TVA à l'importation

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 32,9 MMDH à fin novembre 2017 contre 30,7 MMDH à fin novembre 2016, enregistrant ainsi une hausse de 7,4% ou +2,3 MMDH.

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 21% ou +950 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 5,1% ou +1.330 MDH.

- TIC sur les produits énergétiques

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 14,4 MMDH contre 13,9 MMDH, en hausse de 3,7% par rapport à son niveau de fin novembre 2016 ou +515 MDH.

1.1.2- FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 111,8 MMDH à fin novembre 2017 contre 105,4 MMDH à fin novembre 2016, soit une augmentation de 6% ou +6,4 MMDH.

- Impôt sur les sociétés¹

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 40,5 MMDH à fin novembre 2017 contre 35,6 MMDH un an auparavant, en augmentation de 13,6% ou +4,9 MMDH.

- Impôt sur le revenu

Les recettes de l'IR à fin novembre 2017 ont enregistré une augmentation de 2,4% par rapport à leur niveau à fin novembre 2016 (35,8 MMDH contre 35 MMDH), soit +831 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une baisse de 6,9% ou -273 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (3.687 MDH contre 3.960 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 7,8%.

Recettes de l'Impôt sur le Revenu			
	Novembre 2016	Novembre 2017	Evolution en %
IR total	34 970	35 801	2,4%
dont IR prélevé par la DDP	8 219	7 577	-7,8%

-TVA à l'intérieur

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin novembre 2017 se sont établies à 18,8 MMDH contre 17,7 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 6,5% ou +1,2 MMDH, sachant qu'à fin novembre 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 5,4% par rapport à son niveau à fin novembre 2015 ou -1 MMDH (17,7 MMDH contre 18,7 MMDH).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 6.309 MDH à fin novembre 2017 contre 7.244 MDH à fin novembre 2016.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 14,7 MMDH à fin novembre 2017 contre 15,1 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 2,7% ou -401 MDH. Les recettes de la TSAVA ont augmenté de 107 MDH.

-Autres impôts directs

Les autres impôts directs ont enregistré une diminution de 3,7% résultant principalement de la baisse de 5,3% des majorations de retard ou -92 MDH.

1.2-RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales se sont établies à 18,4 MMDH contre 19,1 MMDH un an auparavant, en baisse de 3,6% ou -689 MDH, en raison notamment de la diminution de 65,2% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (654 MDH contre 1,9 MMDH), de 2,8% des recettes de monopoles (7,2 MMDH contre 7,4 MMDH) et de la rentrée durant l'année 2016 d'un montant de 570 MDH au titre de la cession des parts de l'Etat dans la SOMED, conjuguée à la hausse de 12,5% des fonds de concours (1,1 MMDH contre 936 MDH). Les versements par les comptes spéciaux du Trésor au budget général ont été de 5,7 MMDH contre 4,1 MMDH.

¹ Les taux de l'IS ont été réaménagés par la loi de finances pour l'année 2016 comme suit :

Montant du bénéfice net en DH	Taux
inférieur ou égal à 300.000	10%
de 300.001 à 1.000.000	20%
de 1.000.001 à 5.000.000	30%
au-delà de 5.000.000	31%

Les bénéficiaires nets des établissements de crédit et organismes assimilés, Bank Al-Maghrib, la CDG et les sociétés d'assurance et de réassurance sont taxés au taux de 37%.

Jusqu'à fin 2016, le taux normal de l'IS était de 30% et les bénéficiaires nets des établissements de crédit et organismes assimilés, Bank Al-Maghrib, la CDG et les sociétés d'assurance et de réassurance étaient taxés au taux de 37%.

- Monopoles et participations

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 7,2 MMDH à fin novembre 2017 contre 7,4 MMDH à fin novembre 2016, en baisse de 2,8% ou -212 MDH.

Les recettes à fin novembre 2017 ont été versées principalement par l'agence nationale de la conservation foncière (1,5 MMDH contre 1,3 MMDH), Maroc Télécom (1,4 MMDH), l'OCP (1,3 MMDH contre 2 MMDH), l'ONDA (600 MDH contre 300 MDH), Bank Al-Maghrib (525 MDH contre 401 MDH), Marsa Maroc (299 MDH contre 750 MDH), Holding Al-Omrane (250 MDH contre 200 MDH) et l'Office des changes (220 MDH contre 150 MDH).

Produit des monopoles et participations				
	2016	LF 2017	2017	Taux de réalis.
B.A.M	401	620	525	85%
I.A.M	1 426	1 448	1 426	98%
O.C.P	2 000	2 000	1 341	67%
ANCFCC	1 250	2 000	1 500	75%
C.D.G	0	272	0	0%
Autres	2 362	2 727	2 435	89%
TOTAL	7 439	9 067	7 227	80%

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une augmentation de 0,6% malgré la diminution de 65,2% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (654 MDH contre 1,9 MMDH).

Structure des recettes ordinaires

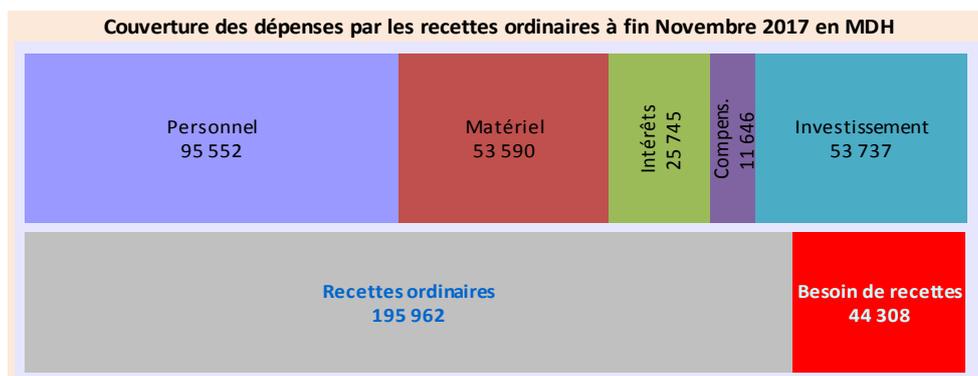
A fin novembre 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 93,9% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 51,8 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

Principales natures de recettes du budget général à fin Novembre 2017

	Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evol en %	Structure
1	Taxe sur la valeur ajoutée	51 779	▲ 7,1%	26,4%
	- à l'importation	32 936	▲ 7,4%	16,8%
	- à l'intérieur	18 843	▲ 6,5%	9,6%
2	Impôt sur les sociétés	40 482	▲ 13,6%	20,7%
3	Impôt sur le revenu	35 801	▲ 2,4%	18,3%
4	Droits d'enregistrement	14 682	▼ 2,7%	7,5%
5	TIC prod. énergétiques	14 420	▲ 3,7%	7,4%
6	TIC tabacs manufacturés	9 087	▲ 5,3%	4,6%
7	Droits de douane	7 769	▼ 6,8%	4,0%
8	Monopoles	7 227	▼ 2,8%	3,7%
9	Majorations de retard	1 630	▼ 5,3%	0,8%
10	Fonds de concours	1 053	▲ 12,5%	0,5%

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

A fin novembre 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 105,1% contre 101,8% un an auparavant. Ainsi, à fin novembre 2017, 48,8% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 27,3% aux dépenses de matériel, 13,1% aux intérêts de la dette et 5,9% aux émissions de la compensation.



Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

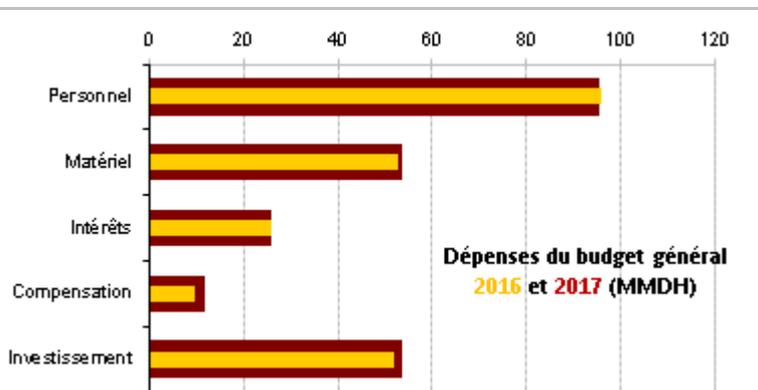
A fin novembre 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 398,7 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 77% contre 75% à fin novembre 2016. Le taux d'émission sur engagements a été de 88%, soit le même niveau un an auparavant.

Situation des engagements ^(*) de dépenses 2017					
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	183 833	165 000	160 788	90%	97%
Investissement	82 503	71 533	53 737	87%	75%
C.S.T	174 571	88 517	66 128	51%	75%
SEGMA	6 332	3 502	1 961	55%	56%
Dette	73 356	70 117	70 117	96%	100%
TOTAL	520 595	398 669	352 731	77%	88%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 284,6 MMDH à fin novembre 2017, en hausse de 5,3% par rapport à leur niveau à fin novembre 2016, en raison de l'augmentation de 1,6% des dépenses de fonctionnement, de 3,3% des dépenses d'investissement et de 17,1% des charges de la dette budgétisée².



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	2016	LF 2017	2017	Réalisé	Variation
Fonctionnement	158 309	182 475	160 788	88%	1,6%
Investissement	52 036	63 572	53 737	85%	3,3%
Dette	59 889	73 356	70 117	96%	17,1%
TOTAL	270 234	319 403	284 642	89%	5,3%

La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique pour l'essentiel par l'augmentation de 30,5% des remboursements du principal (44,4 MMDH contre 34 MMDH) et par la baisse de 0,5% des intérêts de la dette (25,7 MMDH contre 25,9 MMDH).

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 160,8 MMDH, dont 95,6 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une baisse de 0,6%. Les dépenses de matériel ont augmenté de 5,8% (35 MMDH contre 33,1 MMDH) et les charges communes de 3,8% (30,2 MMDH contre 29,1 MMDH) en raison de la hausse de 23,2% des émissions de la compensation (11,6 MMDH contre 9,5 MMDH).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2016	LF 2017	2017	Réalisé	Variation
Personnel	96 081	106 701	95 552	90%	-0,6%
Matériel	33 109	35 684	35 018	98%	5,8%
Charges communes	29 119	36 790	30 218	82%	3,8%
dont compensation	9 455	14 650	11 646	79%	23,2%
Dépenses imprévues		3 300			
TOTAL	158 309	182 475	160 788	88%	1,6%

² Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin novembre 2017 se sont établis à 95,6 MMDH contre 96,1 MMDH, en diminution de 0,6% par rapport à leur niveau de fin novembre 2016 ou -529 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 83,4 MMDH, en baisse de 1%, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 0,8% et de la baisse des rappels de 42,7%.

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 53,6 MMDH, en hausse de 1,5% ou +817 MDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (11,5 MMDH, soit le même niveau qu'à fin novembre 2016), aux divers établissements et entreprises publics (18,7 MMDH contre 16 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (3 MMDH contre 4,4 MMDH).

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 25,7 MMDH à fin novembre 2017 contre 25,9 MMDH à fin novembre 2016, en diminution de 0,5% ou -132 MDH. Cette baisse s'explique par le recul des charges en intérêts de la dette intérieure de 0,7% (22,8 MMDH contre 23 MMDH) et de la hausse de 0,7% de celles de la dette extérieure (2.921 MDH contre 2.900 MDH).

Compensation

A fin novembre 2017, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 11,6 MMDH contre des émissions de 9,5 MMDH à fin novembre 2016, en hausse de 23,2% ou +2,2 MMDH.

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin novembre 2017 a été positif pour 9,4 MMDH contre un solde ordinaire positif de 3,3 MMDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

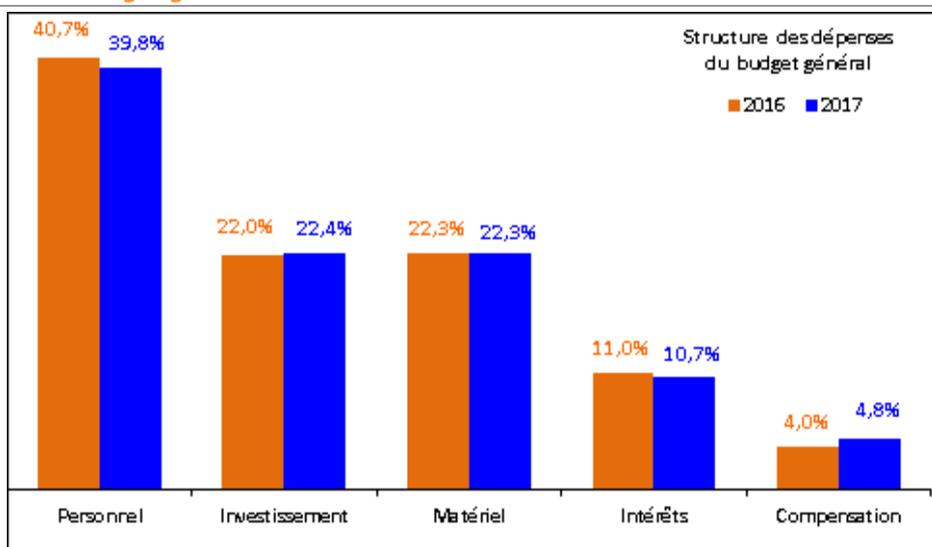
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 53,7 MMDH à fin novembre 2017 contre 52 MMDH un an auparavant, en hausse de 3,3% ou +1,7 MMDH, suite à l'augmentation des dépenses des ministères de 5,8% et à la diminution des charges communes de 1,1%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 14,6 MMDH contre 14,7 MMDH à fin novembre 2016.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2016	LF 2017	2017	Réalisé	Var%
Investissement total :	52 036	63 572	53 737	85%	3,3%
1- Ministères	32 978	43 396	34 884	80%	5,8%
2- Charges communes :	19 058	20 176	18 853	93%	-1,1%
- Concours divers	14 723	15 068	14 648	97%	-0,5%
- Ristournes d'intérêts	202	220	181	82%	-10,4%
- Autres	4 133	4 888	4 024	82%	-2,6%

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin novembre 2016 et fin novembre 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel et des intérêts de la dette, conjuguée à une hausse de la part des dépenses d'investissement et des émissions de la compensation et une stagnation des dépenses de matériel.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

	RECETTES			DEPENSES			Solde 2017
	2016	LF 2017	2017	2016	LF 2017	2017	
C.A.S	60 119	66 949	66 178	51 692	58 712	53 476	12 702
TVA des Coll.Terr.	20 718	24 854	22 191	24 537	24 854	23 663	-1 472
Part régions (IS, IR)	3 802	5 749	4 808	2 993	5 749	4 000	808
I.N.D.H	2 814	3 096	2 587	1 813	3 096	2 249	338
Soutien prix. prd.alim.	266	600	305	300	600	400	-95
F.S. Routier	2 356	2 700	2 579	2 463	2 700	3 826	-1 247
F.D. Agricole	3 116	500	2 803	2 512	500	2 864	-61
Remploi domanial	1 116	1 440	1 749	1 033	1 440	1 336	413
Lutte contre chômage	1 702	1 200	1 621	1 455	1 200	1 423	198
Dons des pays du CCG	4 531	8 000	8 121	124	0	300	7 821
Appui Cohés. Social	2 916	3 000	1 390	2 245	3 000	2 161	-771
F.S. Habitat	1 877	2 000	1 769	1 239	2 000	1 878	-109
Dévelop. Sport	525	800	1 165	566	800	707	458
Autres CAS	14 380	13 010	15 090	10 412	12 773	8 669	6 421
C. Dép. Dotation^(*)	12 632	10 801	12 662	11 623	10 801	12 307	355
Autres C.S.T	45	121	22	327	1 159	345	-323
TOTAL	72 796	77 871	78 862	63 642	70 672	66 128	12 734

(*) Comptes de dépenses sur dotation

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin novembre 2017, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 2,9 MMDH contre 3,5 MMDH à fin novembre 2016, en baisse de 15,8%.

Les dépenses émises ont été de 2 MMDH contre 2,5 MMDH à fin novembre 2016, en diminution de 21,8%.

	2016	LF 2017	2017	Réalisé	Variation
Exploitation :	1 799	0	1 272		-29,3%
Recettes	3 149	2 198	2 433	111%	-22,7%
Dépenses	1 350	2 198	1 161	53%	-14,0%
Equipement :	-815	0	-293		-64,0%
Recettes	342	745	507	68%	48,2%
Dépenses	1 157	745	800	107%	-30,9%

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS

A fin novembre 2017, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 91% des prévisions, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 88,8% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 84,5%.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2017 en MDH

	LF 2017	Novembre 2017	Taux de réalisation	Restes à réaliser
1- RECETTES ORDINAIRES	215 256	195 962	91,0%	19 294
1.1- Recettes fiscales :	200 964	177 581	88,4%	23 383
<i>Impôts directs</i>	89 382	78 284	87,6%	11 098
<i>Impôt sur les sociétés</i>	45 555	40 482	88,9%	5 073
<i>Impôt sur le revenu</i>	40 855	35 801	87,6%	5 054
<i>Impôts indirects</i>	84 603	76 847	90,8%	7 756
<i>TVA à l'intérieur</i>	22 655	18 843	83,2%	3 812
<i>TVA à l'importation</i>	35 338	32 936	93,2%	2 402
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	26 610	25 068	94,2%	1 542
<i>Droits de douane</i>	8 920	7 769	87,1%	1 151
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	18 059	14 682	81,3%	3 377
1.2- Recettes non fiscales :	14 292	18 381	128,6%	-4 089
<i>Monopole et participations</i>	9 067	7 227	79,7%	1 840
<i>Domaine</i>	355	321	90,4%	34
<i>Autres recettes</i>	4 870	10 833	222,4%	-5 963
2- DEPENSES ORDINAIRES	209 949	186 533	88,8%	23 416
2.1- Biens et services :	167 825	149 142	88,9%	18 683
<i>Personnel</i>	106 701	95 552	89,6%	11 149
<i>Autres biens et services</i>	61 124	53 590	87,7%	7 534
2.2- Intérêts de la dette :	27 474	25 745	93,7%	1 729
<i>Intérieure</i>	23 764	22 824	96,0%	940
<i>Extérieure</i>	3 710	2 921	78,7%	789
2.3- Compensation	14 650	11 646	79,5%	3 004
3- INVESTISSEMENT	63 572	53 737	84,5%	9 835

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 30,6 MMDH à fin novembre 2017, contre un déficit budgétaire de 38,6 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 1,1 MMDH à fin novembre 2017 contre 8,2 MMDH à fin décembre 2016, soit une diminution de 7,1 MMDH.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un besoin de financement de 37,7 MMDH contre un besoin de financement de 39,9 MMDH à fin novembre 2016 et d'un flux net positif de 2,9 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 2 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 34,7 MMDH contre 37,9 MMDH à fin novembre 2016.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin novembre 2017, le financement extérieur a été positif de 2,9 MMDH. Les remboursements du principal de la dette extérieure ont atteint 13,1 MMDH, dont 5,5 MMDH (500 millions d'euros) au titre de l'emprunt contracté en 2007 auprès du marché financier international. Les tirages ont été de 16 MMDH dont 4,7 MMDH auprès de la BIRD, 4,7 MMDH auprès du Fonds saoudien du développement, 3 MMDH auprès de la BAD, 2,5 MMDH auprès du Fonds monétaire arabe et 711 MDH auprès du Japon.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 22,4 MMDH contre 16,5 MMDH un an auparavant;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 5,8 MMDH contre 5,3 MMDH à fin novembre 2016 ;
- et de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 352 MDH contre 102 MDH à fin novembre 2016.

Dépôts au trésor

Les dépôts au Trésor ont atteint 63,4 MMDH à fin novembre 2017, en augmentation de 5,8 MMDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2016.

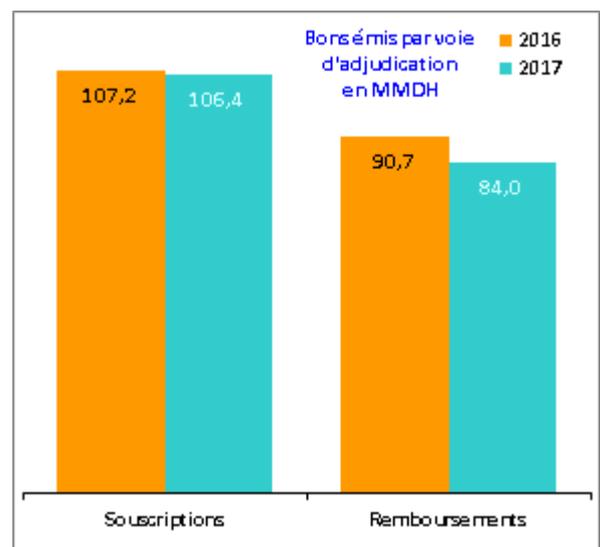
Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2,4 MMDH à fin novembre 2017 contre 2,8 MMDH en début d'exercice, compte tenu de placements pour 2,6 MMDH effectués en novembre 2017 et dont le remboursement n'intervient qu'en décembre.

Dettes intérieure

S'élevant à 515,4 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 4,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2016. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 22,4 MMDH, résultant de souscriptions pour 106,4 MMDH et de remboursements pour 84 MMDH contre un recours pour un montant net de 16,5 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 107,2 MMDH et de remboursements pour 90,7 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2016	Souscrip.	Rembour.	2017	Var %
Adjudications	490 028	106 355	84 002	512 381	4,6%
13 semaines	408	3 425,0	3 525,4	308	
26 semaines	6 662	1 981,4	7 577,6	1 065	
52 semaines	11 982	17 736,6	7 022,9	22 695	
2 ans	57 284	26 001,5	32 673,5	50 612	
5 ans	130 581	35 345,6	25 345,7	140 581	
10 ans	90 549	8 671,5	1 181,6	98 039	
15 ans	117 381	11 441,1	6 675,2	122 147	
20 ans	56 238	739,1	0,0	56 977	
30 ans	18 945	1 012,7	0,0	19 958	
Autres	2 135	6 164	5 243	3 056	43,1%
Total	492 163	112 519	89 245	515 437	4,7%



Opérations de la gestion active de la dette intérieure

A fin novembre 2017 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette.

Ces opérations ont porté sur un montant global de 23,5 MMDH.

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
26 semaines	695,6	
2 ans	9 748,30	
5 ans	13 035,40	16 094,90
10 ans		573,40
15 ans		7 604,60
20 ans		114,70
30 ans		217,90
Total	23 479,3	24 605,5